

GETSPA

Gender Equitable and Transformative
Social Policy for Africa



APPEL À PROPOSITIONS DE COMMUNICATION SUR DES INITIATIVES PROMETTEUSES DE POLITIQUE SOCIALE EN AFRIQUE

*L'Institut d'études africaines (IAS) de l'Université du Ghana, avec l'appui financier de la **Fondations Open Society**, lance un appel à propositions pour l'élaboration des communications de réflexion sur le potentiel et les défis des politiques sociales transformatrices en Afrique.*



Financé par les
Fondations Open Society



Contexte

Le projet "Politique sociale genrée et transformatrice pour l'Afrique (GETSPA) est une initiative de recherche multinationale axée sur l'étude des trajectoires, des processus et des résultats de l'élaboration des politiques sociales en Afrique depuis la période coloniale. Il rassemble des chercheurs en développement social issus de plus de 30 pays africains, tous engagés à promouvoir des politiques sociales transformatrices et favorables à l'égalité des sexes pour le développement de l'Afrique, à travers la transformation des discours, des approches et des cultures qui orientent l'élaboration des politiques sociales.

À cette fin, GETSPA lance un appel à propositions pour la rédaction de dix communications sur le thème des « initiatives prometteuses en matière de politique sociale » en Afrique. Ces initiatives peuvent être des interventions ou des innovations à l'échelle nationale ou sectorielle. Elles pourraient également porter sur des questions émergentes et des défis continentaux majeurs. L'objectif est de tirer des enseignements transposables des réussites ou, à l'inverse, de proposer des solutions alternatives lorsque les interventions existantes n'ont pas abouti aux résultats attendus. Le but est d'enrichir les débats tant universitaires que politiques en apportant de nouvelles perspectives et des solutions concrètes aux défis du continent en matière de politique sociale et de développement social.

Une étude sur des Initiatives prometteuses peut viser l'un ou plusieurs des objectifs suivants :

- Recenser, documenter et analyser les interventions en matière de politique sociale en Afrique qui ont permis d'améliorer de manière notable le bien-être humain, de réduire les inégalités, de stimuler la transformation structurelle ou de réformer l'élaboration des politiques ;
- Examiner les crises continentales urgentes et les nouveaux défis afin de proposer des approches alternatives solides sur le plan conceptuel pour y remédier ;
- Examiner les conditions ou les processus qui sont à l'origine des résultats positifs ou prometteurs des politiques sociales ;
- Tenir compte, dans la mesure du possible, des cadres politiques continentaux ou mondiaux existants, tels que les ODD, le Cadre de politique sociale de l'UA et la Déclaration politique de Doha issue du deuxième Sommet mondial pour le développement social (SMDS II).

L'objectif général est de produire des communications destinées à définir les priorités et axées sur les politiques – plutôt que des rapports de recherche universitaires – qui sont accessibles à divers publics et adaptées à la mobilisation des acteurs politiques aux niveaux national, régional et continental.





Approches

Nous sommes ouverts à une gamme d'approches pour identifier et analyser les initiatives prometteuses.

1. Cas de réussite au niveau national

Il s'agira d'études approfondies portant sur des pays dont les processus et les résultats en matière de politique sociale sont considérés comme relativement efficaces, que ce soit sur une longue période ou à un moment historique précis. Il faudra mettre l'accent sur les cas illustrant une approche systémique globale, dans lesquels une vision stratégique claire et globale oriente des interventions coordonnées et interdépendantes dans tous les secteurs. Ces études doivent inclure une enquête ciblée sur (entre autres questions) :

- ce qui a fonctionné, pourquoi et dans quelles conditions ;
- les fondements institutionnels et les processus politiques qui ont favorisé les succès ;
- comment les gouvernements ont obtenu l'adhésion politique et sociale nécessaire à la mise en œuvre de réformes ambitieuses, y compris les résistances auxquelles ils ont dû faire face et la manière dont ils les ont abordées ;
- les défis rencontrés et la façon dont ils ont été gérés ;
- quels enseignements sont transposables à d'autres contextes africains, en évaluant clairement les éléments qui peuvent être reproduits et ceux qui doivent être écartés. Par exemple, de nombreux exemples de réussite se concentrent dans des États de petite taille : quelles sont les implications pour les pays plus vastes et plus complexes, et comment ces enseignements pourraient-ils être adaptés au lieu d'être simplement repris en l'état ?

Les propositions élaborées à l'aide de cette approche doivent définir clairement les critères de sélection d'un pays en tant qu'exemple de réussite et évaluer de manière critique ce que cet exemple peut (et ne peut pas) apporter à des pays dont l'échelle, le contexte et l'histoire institutionnelle sont différents.

2. Initiatives prometteuses spécifiques à un secteur

Cette approche se concentre sur des innovations politiques spécifiques dans tous les secteurs, plutôt que sur des systèmes nationaux entiers. Elle repose sur une compréhension approfondie de ce qui est considéré comme « prometteur ». Les initiatives n'ont pas besoin d'être entièrement mises en œuvre pour justifier une étude. Les communications analytiques et les réflexions sur des idées émergentes, des projets pilotes en cours ou des propositions à un stade précoce font toutes





partie du champ d'application, à condition qu'elles s'appuient rigoureusement sur des données issues des contextes africains.

Une priorité pour cette approche est l'examen critique des cadres conceptuels. Les chercheurs doivent évaluer si les principes qui sous-tendent ces politiques – dont beaucoup sont importés – ont été suffisamment adaptés aux réalités africaines et ont fait l'objet d'un débat intellectuel et politique approfondi en Afrique avant leur adoption.

Les secteurs et domaines thématiques proposés sont, entre autres, les suivants :

- *Revenu universel de base (RUB)* – analyse des débats et des projets pilotes sur le RUB en Afrique du Sud et au Kenya (en mettant l'accent sur les perspectives, les obstacles, la faisabilité politique et la tension entre les approches axées sur le revenu et les cadres plus larges portant sur des moyens de subsistance décent, l'accès aux services essentiels et la dignité) ;
- *Santé* – la transition des modèles néolibéraux de type « cash and carry » des années 1980 vers la couverture sanitaire universelle émergente ; des initiatives de santé communautaire qui, bien que modestes, ont un impact transformateur ;
- *La gouvernance des ressources naturelles et souveraineté sur les ressources* – y compris la renégociation des accords d'exploitation des ressources ;
- *Évolutions de l'économie informelle* – les innovations politiques visant à garantir la sécurité des revenus et des moyens de subsistance des travailleurs du secteur informel ; réflexion critique sur ce que signifie la formalisation pour ceux dont les moyens de subsistance s'inscrivent dans des structures sociales informelles, etc.
- *Énergie* – dimensions sociales de la politique énergétique et de l'accès à l'énergie.
- *Interventions à l'échelle locale* – des innovations communautaires telles que les systèmes de crédit rotatif, qui ont été déployés avec succès à plus grande échelle, illustrant ainsi une initiative locale qui a pris une ampleur nationale.

3. Des défis majeurs exigeant des solutions alternatives

La troisième approche consiste à étudier les crises continentales urgentes afin de proposer des approches alternatives de politiques transformatrices dans la recherche des solutions. Au lieu d'étudier la réussite, les recherches fondées sur cette approche analyseront de manière critique les domaines dans lesquels les approches existantes n'ont pas pu identifier les causes structurelles et conceptuelles de cet échec.

Les communications peuvent également aborder des questions émergentes, en partant du principe que leur caractère évolutif ne saurait constituer un motif de report de l'analyse. Par exemple, la crise climatique, les questions de gouvernance numérique et de souveraineté des données figureront parmi les domaines les plus





déterminants de la politique sociale au cours des prochaines décennies. Les décideurs politiques et les universitaires africains doivent élaborer des cadres pour relever ces défis dès maintenant.

Parmi les défis à relever et les questions émergentes, on peut citer :

- *Les soulèvements de la génération Z et troubles de la jeunesse* – examiner les racines profondes de la politique sociale de la mobilisation des jeunes en Afrique ; l'intersection du chômage des jeunes, de l'informalité, des inégalités et de la demande de dignité et de reconnaissance politique ; contrats sociaux alternatifs entre les jeunes et leurs gouvernements ;
- *La crise au Sahel* – les innovations en matière de politique sociale mises au point dans des contextes de conflit et de fragilité. Par exemple, les efforts déployés par le Burkina Faso pour regrouper les agriculteurs au sein des coopératives et de banques alimentaires dans un contexte de conflit actif ; les accords transfrontaliers sur la circulation du bétail conclus par le Niger et les mécanismes de gouvernance spécifiques mis en place pour gérer les conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- *Les questions foncières et migratoires* – les réponses politiques à l'insécurité foncière, aux déplacements des populations et aux migrations transfrontalières en tant que défis sociaux interdépendants ; la souveraineté sur les ressources dans les communautés tributaires de la terre ; la jeunesse, la terre et la question agraire ;
- *La politique de transition climatique* – des cadres de politique sociale qui considèrent le dérèglement climatique comme une condition structurelle permanente de la vie en Afrique, plutôt que comme un événement exceptionnel ; quels devraient être, dans ce contexte, les politiques de protection sociale à long terme, de soutien aux moyens de subsistance et de gestion de la transition ;
- *Les droits numériques et la transformation* – les cadres politiques régissant les droits numériques, l'économie des données, la gouvernance de l'IA et les implications sociales de la transformation numérique sur l'emploi, les services et la vie civique.

Les communications relevant de cette approche peuvent être de nature théorique, conceptuelle ou empirique, mais elles doivent aborder de manière approfondie le contexte africain et les réalités vécues par les communautés les plus touchées par les enjeux étudiés. Les propositions doivent faire preuve de rigueur conceptuelle tant dans l'analyse des lacunes des approches existantes que dans la définition des éléments qui constitueraient une alternative vraiment transformatrice.





Structure de la Demande

Les candidats sont priés de soumettre les documents suivants :

- 1 CV
- 2 note conceptuelle comptant au maximum 2 500 mots (à l'exclusion de la bibliographie et des notes de bas de page), et comportant les sections suivantes :
 - Le contexte
 - La nature du problème et l'importance du sujet en matière de politique sociale
 - Les débats académiques et politiques actuels sur le sujet en Afrique
 - L'approche théorique ou conceptuelle de la communication
 - Le champ d'application de la communication
 - Questions/objectifs de recherche
 - Les sources et analyse des données
 - Le plan de la communication
 - Une section sur le profil professionnel comprenant :
 - une brève description de l'expérience et du parcours du ou des chercheurs, mettant en évidence leurs qualifications et compétences pertinentes
 - exemples de rapports/articles similaires, avec quelques liens vers des travaux publiés.

Les propositions peuvent être soumises en anglais, en français ou en portugais.

Veillez envoyer vos candidatures et vos demandes de renseignements à l'adresse getsipa.ias@ug.edu.gh en indiquant en objet « *Initiatives prometteuses de GETSPA – Propositions de recherche* ».

Calendrier

Activité	Date
Date limite de soumission des propositions	30 juin 2026
Communication des résultats de la sélection aux candidats	15 août 2026
Réunion d'orientation	20 août 2026
Date limite de soumission des propositions révisées	10 septembre 2026
Date limite pour soumettre les projets complets de communication	31 janvier 2027
Soumission finale des rapports, blogs et notes de synthèse révisés	30 avril 2027





Montant et durée de la subvention

Subvention totale de **12 000 USD**, répartie comme suit :

Travail de terrain - 3 000 USD

Honoraires - 6 000 USD

Activités de plaidoyer et de diffusion - 3 000 USD

Durée - 8 mois après la signature du contrat



Secrétariat du GETSPA
Institut d'études africaines
Faculté des sciences humaines
Université du Ghana

ro.getspa.ias@ug.edu.gh
getspa.ias@ug.edu.gh
@getspa_ias sur les réseaux sociaux

www.getspa.ug.edu.gh

